

**ACTE D'ENGAGEMENT**

**(AE)**

**MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée restreinte selon
ordonnance n°2015-899 du 23.07.2015 et décret n°2016-360 du 25.03.2016 - article 27.

**MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION**

**D'UNE MAISON DE SANTÉ PLURIPROFESSIONNELLE**

**Mairie de Puisserguier**

10 Boulevard Jean JAURES

34620 PUISSERGUIER

Tél : 04 67 93 74 02

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION 3

1.1 - Objet 3

1.2 - Mode de passation 3

1.3 - Indentification du pouvoir adjudicateur 3

1.4 - Comptable public assignataire des paiements 3

ARTICLE 2 : CONTRACTANT 4

ARTICLE 3 : OFFRE DE PRIX 6

ARTICLE 4 : MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE ET DÉLAIS D'ÉXECUTION 7

4.1 - Missions confiées au Maitre d'œuvre 7

4.2 - Durée et délais d'exécution 7

ARTICLE 5 : PAIEMENT 9

ARTICLE 6 : NOMENCLATURE(s) 10

ANNEXE N° 1 : MISSIONS ET REPARTITIONS DES HONORAIRES 12

ANNEXE N° 2 : Relative à la déclaration de sous-traitance 13

# ARTICLE 1 : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

## 1.1 - Objet

La Commune de Puisserguier a décidé de soutenir l'offre de soins de son territoire en construisant **une Maison de Santé Pluri-professionnelle** pour le compte des professionnels de santé regroupés à travers une société interprofessionnelle de soins ambulatoires (SISA). Le groupement envisagé se composerait à terme de 14 à 15 professionnels permanents, médecins, infirmiers, dentiste, psychologues, diététiciens...

**Lieu d'exécution**

Place du Millénaire

34620 PUISSERGUIER

**Principales données programmatiques**

L'emprise foncière qui sera dégagée pour la construction de la MSP s'insèrera dans le tènement de la place du Millénaire dont la Commune est propriétaire (parcelle K 2065 d'une superficie de
4 207 m2).

La construction est envisagée sur simple rez-de-chaussée, sur socle correspondant à la cote de seuil imposée par la zone BP Bleue protection du PPRi du Bassin versant du Lirou.

La surface utile programmatique est de : **521 m2**

La surface de plancher programmatique est de : **616 m2**.

L'opération ne comprend pas d'aménagements extérieurs autres que le raccordement aux réseaux et l'insertion urbaine et paysagère du bâtiment.

**En terme de performance énergétique**, l'opération répondra aux orientations de la loi sur la transition énergétique et la croissance verte et respectera la démarche d'expérimentation en cours à travers le label E+ C- énergie positive et réduction carbone avec en option un Niveau Énergie 4 soit un bâtiment BEPOS (bâtiment à énergie positive) et un niveau Carbonne 1. Sans recherche de certification.

**Enveloppe prévisionnelle de travaux**

La part de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est estimée à **950 000 €HT** pour la partie bâtiment y compris niveau de performance énergétique BEPOS.

**Calendrier prévisionnel**

Choix des 3 candidats admis à remettre une offre : **avril 2018**

Choix de la maîtrise d'œuvre offre finale : **juin 2018**

Démarrage mission de maîtrise d’œuvre **juin 2018**

Démarrage Travaux : **février 2019**

Réception de l’ouvrage : **février 2020**

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée restreinte selon ordonnance n°2015-899 du 23.07.2015 et décret n°2016-360 du 25.03.2016 - article 27.

## 1.3 - Indentification du pouvoir adjudicateur

**COMMUNE DE PUISSERGUIER**

10, boulevard Jean Jaures

34620 PUISSERGUIER

Tél : 04.67.93.74.02

**Représentée par son Maire, M Jean-Noël BADENAS.**

## 1.4 - Comptable public assignataire des paiements

**TRÉSORERIE DE CAPESTANG**

2, place des Martyrs

34310 Capestang

# ARTICLE 2 : CONTRACTANT

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l’article «pièces contractuelles» du cahier des clauses administratives particulières qui fait référence au CCAG-Prestations Intellectuelles et conformément à leurs clauses et stipulations ;

 [ ]  Le signataire (Candidat individuel),

M .........................................................................................................................................

Agissant en qualité de .........................................................................................................................................

 [ ]  m’engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale .............................................................................................................................

Adresse ...................................................................................................................................................................................

Adresse électronique ......................................................

Numéro de téléphone ...................................................... Télécopie

Numéro de SIRET ............................................................ Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire ......................................................

 [ ]  engage la société ................................................... sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale .............................................................................................................................

Adresse ...................................................................................................................................................................................

Adresse électronique ......................................................

Numéro de téléphone ...................................................... Télécopie

Numéro de SIRET ............................................................ Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire ......................................................

 [ ]  Le mandataire (Candidat groupé),

M ......................................................

Agissant en qualité de ........................................

désigné mandataire :

 [ ]  du groupement solidaire

 [ ]  solidaire du groupement conjoint

 [ ]  non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale ......................................................

Adresse ......................................................

Adresse électronique ......................................................

Numéro de téléphone ......................................................... Télécopie

Numéro de SIRET .............................................................. Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire ......................................................

S’engage, au nom des membres du groupement[[1]](#footnote-1), sur la base de l’offre du groupement,

**Co-traitant 1 : Nom, prénom et qualité du signataire :**

En qualité de :

Située :

Tél : Fax :

Adresse électronique :

SIRET: Registre du commerce :

**Co-traitant 2 : Nom, prénom et qualité du signataire :**

En qualité de :

Située :

Tél : Fax :

Adresse électronique :

SIRET: Registre du commerce :

**Co-traitant 3 : Nom, prénom et qualité du signataire :**

En qualité de :

Située :

Tél : Fax :

Adresse électronique :

SIRET: Registre du commerce :

**Co-traitant 4 : Nom, prénom et qualité du signataire :**

En qualité de :

Située :

Tél : Fax :

Adresse électronique :

SIRET: Registre du commerce :

**Co-traitant 5 : Nom, prénom et qualité du signataire :**

En qualité de :

Située :

Tél : Fax :

Adresse électronique :

SIRET: Registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du Règlement de Consultation, du Cahier des Clauses Particulières (CCP) et des documents qui y sont mentionnés,

Après avoir fourni les pièces prévues aux articles 45 et 46 du code des marchés publics,

Après avoir remis une attestation sur l'honneur indiquant notre intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;

**NOUS NOUS ENGAGEONS**, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à assurer la prestation de service dans les conditions ci-après définies.

L’offre ainsi présentée ne nous liant toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée au Règlement de Consultation.

# ARTICLE 3 : OFFRE DE PRIX

**L’offre est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois
Mo soit le mois précédent celui en date de la remise de l'offre.**

Elle résulte de l’appréciation de la complexité de l’opération et comprend les éléments
de mission de maîtrise d’œuvre définis au C.C.A.P.

Les prestations du maître d'œuvre seront réglées par un prix global et forfaitaire (forfait de rémunération).

Le coût prévisionnel définitif sera établi dans les conditions prévues au CCAP.

La part de l'enveloppe prévisionnelle du maitre de l'ouvrage affectée aux travaux est fixée à
**950 000 € HT.**

Le coût prévisionnel définitif sera établi dans les conditions prévues au CCAP.

Le taux de rémunération est fixé à : ...................... %

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération t par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Il est fixé à :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Montant HT  | : |  | ................................................................ | Euros |
| Montant TTC  | : |  | ................................................................ | Euros |
| TVA (taux de ..........%)  | : |  | ................................................................ | Euros |
| Soit en toutes lettres  | : |  | ................................................................. |

 .................................................................

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération objet du présent contrat ou de ses Avenants.

La part attribuée à chaque cotraitant est fixée dans **l’annexe 1** au présent acte d’engagement.

Aucune variante n’est autorisée.

**Rémunération au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle :**

Le montant indiqué ci-dessus inclut la rémunération forfaitaire versée au maître d'œuvre au titre des droits de propriété intellectuelle, dont le montant est fixé à **10%** du prix du marché hors taxe.

Dans l'hypothèse où le titulaire est un groupement de maîtrise d'œuvre, la rémunération au titre des droits de propriété intellectuelle est incluse dans les montants identifiés dans la répartition ci-dessous.

**Versement de la rémunération du mandataire du groupement : *A compléter par le candidat***

❑ Au sein de la rémunération totale, la rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination des cotraitants est fixée à …………………………………………………………………………€ HT.

Cette clause est obligatoire si l'architecte est désigné mandataire du groupement conformément aux termes de la loi Warsmann du 22.03.2012.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination lui sera versée proportionnellement aux sommes réglées aux autres cotraitants.

❑ La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

# ARTICLE 4 : MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE ET DÉLAIS D'ÉXECUTION

## 4.1 - Missions confiées au Maitre d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément à la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, dite loi MOP, et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Le détail des missions est le suivant.

**Éléments de mission de base :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Mission(s)** | **Désignation** |
| ESQ | Esquisse |
| APS | Avant-projet sommaire |
| APD | Avant-projet définitif |
| PRO | Études de projet |
| ACT | Assistance pour la passation du contrat de travaux |
| VISA | Conformité et visa d'exécution au projet |
| DET | Direction de l'exécution des travaux |
| AOR | Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement |

**Éléments de mission de complémentaire :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Mission(s)** | **Désignation** |
| EXE partielle | Étude d'exécution limitée au DQE (détail quantitatif estimatif)*en référence à la loi MOP et ses décrets d'application* |
| OPC | Étude de synthèse corps d'état technique*en référence à la loi MOP et ses décrets d'application* |
| SYN | Étude de synthèse corps d'état technique*en référence à la loi MOP et ses décrets d'application* |
| CSSI | Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie*au sens de la norme NFS 61932* |

## 4.2 - Durée et délais d'exécution

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de **36 mois dont 12 mois** de parfait achèvement à compter de la date de notification du marché.

**Les délais d’exécution de chaque élément de mission sont fixés comme suit :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Mission(s)** | **Désignation**  | **Délai** |
| ESQ | Esquisse | 4 semaines |
| APS | Avant-projet sommaire | 4 semaines |
| APD | Avant-projet définitif | 4 semaines |
| PRO | Études de projet | 4 semaines |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Mission(s)** | **Désignation**  | **Délai** |
| EXE partielle | Étude d'exécution limitée au DQE (détail quantitatif estimatif)*en référence à la loi MOP et ses décrets d'application* | 2 semaines  |
| ACT | Assistance à la passation des contrats de travaux- Établissement du dossier de consultation - Rapport d'analyse des offres - Mise au point des contrats de travaux |  2 semaines2 semaines1 semaine |
| VISA | Conformité et visa d'exécution au projet  | Selon planning travaux |
| DET | Direction de l’exécution des travaux |
| AOR | Proposition de Réception (délai à compter de la date des OPR) |  4 semaines |
| OPC | Étude de synthèse corps d'état technique | Selon planning travaux |
| CSSI | Coordination des systèmes de sécurité incendie |
| SYN | Étude de synthèse corps d'état technique | Selon planning travaux |

**Autres délais :**

Élaboration du dossier de Permis de Construire : **2 semaines** à compter de la demande écrite du maître d’ouvrage.

Le délai du premier élément de mission à réaliser court à compter de la notification du marché comme indiqué ci-dessus. Le point de départ des autres éléments de mission est constitué par **l’acceptation expresse** par le maître d’ouvrage de l’élément de mission qui le précède ou de l'ordre de service de commencer la mission suivante. Ces dispositions sont applicables jusqu’à l’élément de mission ACT, phase “Etablissement du dossier de consultation”.

Pour les missions qui suivent, le point de départ du délai est fixé dans l'OS prescrivant sa réalisation et à défaut, à compter de la date de l'accusé réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager la mission concernée.

# ARTICLE 5 : PAIEMENT

Le maître de l’ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes ci-après selon les répartitions jointes en annexe 1 :

1. *Ouvert au nom de :*

 pour les prestations suivantes :

 Domiciliation :

 IBAN :

 BIC :

1. *Ouvert au nom de :*

 pour les prestations suivantes :

 Domiciliation :

 IBAN :

 BIC :

1. *Ouvert au nom de :*

 pour les prestations suivantes :

 Domiciliation :

 IBAN :

 BIC :

1. *Ouvert au nom de :*

 pour les prestations suivantes :

 Domiciliation :

 IBAN :

 BIC :

1. *Ouvert au nom de :*

 pour les prestations suivantes :

 Domiciliation :

 IBAN :

 BIC :

1. *Ouvert au nom de :*

 pour les prestations suivantes :

 Domiciliation :

 Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :

 IBAN :

 BIC :

**Avance :**

Je renonce au bénéfice de l’avance : [ ] NON [ ]  OUI

(Cocher la case correspondante.)

# ARTICLE 6 : NOMENCLATURE(s)

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

|  |
| --- |
| *Classification principale* |
| Services d’architecture. (712000000) |

J’affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j’interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant de l’article 45 de l’Ordonnance nº2015-899 du 23.07.2015.

**ENGAGEMENT DU CANDIDAT**

|  |  |
| --- | --- |
| *Fait en un seul original* | **Signature du candidat** |
| A .......................................... | *Porter la mention manuscrite* |
| Le .......................................... | *Lu et approuvé* |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |

**ACCEPTATION DE L’OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

|  |  |
| --- | --- |
| *Est acceptée la présente offre pour valoir**marché* |  |
| A .......................................... |  |
| Le .......................................... |  |
|  |

Elle est complétée par les annexes suivantes[[2]](#footnote-2) :

[ ]  Annexe n°1 relative à la désignation et répartition des cotraitants en cas de groupement

[ ]  Annexe n°… relative à la présentation d’un sous-traitant (ou DC4) ;

[ ]  Annexe n°… relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6) ;

[ ]  Annexe n°… relative à la mise au point du marché (ou OUV11) ;

[ ]  Autres annexes (A préciser) :

**NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE (Date d’effet du marché)**

|  |
| --- |
| *En cas de remise contre récépissé :**Le titulaire signera la formule ci-après : «Reçu à titre de notification une copie du présent marché »* |
| A ……………………………………… le ………………………………[[3]](#footnote-3) |
| Signature |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
| *En cas d’envoi en LR/AR (Lettre recommandé avec accusé de réception) : Coller dans ce cadre l’avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du marché)* |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |

**NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES[[4]](#footnote-4)**

[ ]  **Certificat de cessibilité établi** en date du …………………… à ……………………

 **OU**

[ ]  **Copie délivrée en unique exemplaire** pour être remise à l’établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1 [ ]  La totalité du marché dont le montant est de *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* :

2 [ ]  La totalité du bon de commande n° afférent au marché *(indiquer le montant en chiffres*

*et lettres)* :

3 [ ]  La partie des prestations que le titulaire n’envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à *(indiquer en chiffres et en lettres)* :

4 [ ]  La partie des prestations évaluée à *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* :

et devant être exécutée par

en qualité de :

[ ]  membre d’un groupement d’entreprise

[ ]  sous-traitant

|  |
| --- |
| A ................................. le ………… .[[5]](#footnote-5) |
| Signature |

# ANNEXE N° 1 : MISSIONS ET REPARTITIONS DES HONORAIRES (le respect de présentation du tableau ci-dessous est obligatoire sous peine d'exclusion)

Forfait de rémunération : ............................. Euros H.T.

Taux de rémunération : ............ %

Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux : **950 000,00 € HT** / Les pourcentages de chaque élément de mission sont les suivants :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Missions** | **Code** |  | **Mandataire Cotraitant 1 :…………….** | **Cotraitant 2 :……………..** | **Cotraitant 3 :……………..** | **Cotraitant 4 :……………..** | **Cotraitant 5 :……………..** | **Cotraitant 6 :……………..** | **Cotraitant 7 :……………..** | **Total** |
| **%** |
| **Bâtiment** |   |
| Esquisse | ESQ  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Etudes d'avant-projet sommaire  | APS  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Etudes d'avant-projet définitif | APD |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Etudes de projet | PRO |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Assistance à la passation des contrats de travaux | ACT |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Visa | VISA |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Direction de l'exécution des travaux | DET  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement | AOR |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **TOTAL A**  |   |   |   |   |   |   |   |   |
| EXE partielle limitée au DQE | EXE part  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| OPC | DIA  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Études de synthèse corps d’état technique | SYNT |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Coordination des systèmes de sécurité incendie | CSSI |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL B** |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **TOTAL A+B**  |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Mission de coordination du mandataire  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **TOTAL C** |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **TOTAL A+B+C**  |   |   |   |   |   |   |   |   |

*Date et Signatures et cachets du Mandataire ou de l'ensemble des cotraitants*

# ANNEXE N° 2 : Relative à la déclaration de sous-traitance

*Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d’accords-cadres pour présenter un sous-traitant.*

*Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l’entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l’offre soit après le dépôt de l’offre.*

|  |  |
| --- | --- |
| A – Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l’entité adjudicatrice)  | **DC4** |

* Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l’entité adjudicatrice) :

**Mairie de Puisserguier**

10 Boulevard Jean JAURES

34620 PUISSERGUIER

Tél : 04 67 93 74 02

* Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article 130 du décret n°2016-360 du 25.03.2016 (nantissements ou cessions de créances) : **Monsieur le Maire de Puisserguier**

|  |  |
| --- | --- |
| B – Objet du marché public ou de l’accord-cadre | **DC4** |

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l’avis d’appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d’allotissement, préciser également l’intitulé de la consultation.)*

**MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE SANTÉ
PLURI-PROFESSIONNELLE**

|  |  |
| --- | --- |
| C - Objet de la déclaration du sous-traitant | **DC4** |

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

*(Cocher la case correspondante.)*

[ ]  une annexe à l’acte d’engagement remis par le candidat ;

[ ]  un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;

[ ]  un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du …………. .

|  |  |
| --- | --- |
| D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l’accord-cadre | **DC4** |

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l’accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d’entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l’ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]*

|  |  |
| --- | --- |
| **E - Identification du sous-traitant** | **DC4** |

* Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :
* Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :
* Numéro d’enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :
* Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d’engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l’habilitation à engager le sous-traitant.)*
* Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (article 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016) :

*(Cocher la case correspondante.)*

[ ]  NON [ ]  OUI

|  |  |
| --- | --- |
| **F - Nature et prix des prestations sous-traitées** | **DC4** |

* **Nature des prestations sous-traitées :**
* Montant des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

* Taux de la TVA : …………………………………………
* Montant maximum HT : …………………………..............
* Montant maximum TTC : …………………………………

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de l’article 283-2 nonies du code général des impôts :

* Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)
* Montant maximum hors TVA : …………………………...
* **Modalités de variation des prix :**

|  |  |
| --- | --- |
| **G - Conditions de paiement** | **DC4** |

* **Compte à créditer :**

*(Joindre un relevé d’identité bancaire ou postal.)*

Nom de l’établissement bancaire :

Numéro de compte :

* **Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :**

Le sous-traitant demande à bénéficier d’une avance :

*(Cocher la case correspondante.)*

[ ]  NON [ ]  OUI

|  |  |
| --- | --- |
| **H - Capacités du sous-traitant** | **DC4** |

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l’entité adjudicatrice dans l’avis d’appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

* ……………………………………………………………………………………
* ……………………………………………………………………………………
* ……………………………………………………………………………………
* ……………………………………………………………………………………
* ……………………………………………………………………………………
* ……………………………………………………………………………………

|  |  |
| --- | --- |
| **I - Attestations sur l’honneur du sous-traitant** | **DC4** |

Le sous-traitant déclare sur l’honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans, d’une condamnation définitive pour l’une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l’article 421-5, à l’article 433-1, au second alinéa de l’article 433-2, au huitième alinéa de l’article 434-9, au second alinéa de l’article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l’article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l’article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l’Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans, d’une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 , L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l’Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l’objet d’une mesure d’exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d’emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis à l’ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, être en règle, au cours de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l’emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l’article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l’objet d’une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l’article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d’une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d’exécution du marché public ou de l’accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s’être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l’organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d’approvisionnement ou de sécurité de l’information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l’Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans, d’une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l’article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu de lancement de la consultation, mis en œuvre l’obligation de négociation prévue à l’article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

|  |  |
| --- | --- |
| **J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public** | **DC4** |

*(Cocher les cases correspondantes.)*

[ ]  La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu’aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l’article 136 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en produisant en annexe du présent document :

 [ ] l’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

 [ ]  une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

[ ]  La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

 [ ]  le titulaire demande la modification de l’exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l’article 127 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 qui est joint au présent document ;

OU

 [ ]  l’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d’une cession ou d’un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d’un montant tel qu’il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

|  |  |
| --- | --- |
| **K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant** | **DC4** |

A le A le

|  |  |
| --- | --- |
| Le sous-traitant |  Le candidat ou le titulaire  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l’entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A le

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l’entité adjudicatrice :

|  |  |
| --- | --- |
| **L - Notification de l’acte spécial au titulaire** | **DC4** |

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A , le

En cas d’envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

1. L'annexe relative à la désignation des co-traitants est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire.

Elle est recommandée dans le cas d'un groupement conjoint. [↑](#footnote-ref-1)
2. Cocher la case correspondante [↑](#footnote-ref-2)
3. Date et signature originales [↑](#footnote-ref-3)
4. Cochez la case qui correspond à votre choix , soit certification de cessibilité soit copie délivrée en unique exemplaire [↑](#footnote-ref-4)
5. Date et signature originales [↑](#footnote-ref-5)